

## PENSER DIFFEREMMENT, PENSER DIVERSEMENT

### PRIORITES POUR LA MEDITERRANEE, UNE MER ENTRE DES TERRES

Apports contributifs aux EGP#2

#### Groupe Méditerranée

Conseil de Provence / Délégation générale du Conseil de Provence

Groupe Méditerranée : Dominique ABADIE (CDP), Charli BARLA (CDP), Gerard-Michael BOHBOT (CDP), Valérie CARBONNE (CDP), Patrick FANCELLO (CDP), Jean-Pierre GAUDIN (CDP), Roger MONGEREAU (Président du CDP), Daniel NAHON (CDP), Jean ROATTA (CDP), Magali BENCIVENGA (Délégation Générale du CDP), Norbert NOURIAN (Délégation Générale du CDP)

Rapporteur : Jean ROATTA

Rédacteurs : Jean ROATTA, Magali BENCIVENGA, Victoria LEMETTRE



## SOMMAIRE

<b>Propos introductifs</b>	<b>p4</b>
La Méditerranée, à la fois espace et temps	
Priorités pour une mer entre des terres : penser différemment ; penser diversement	
<b>Bassin méditerranéen : écosystème et transitions</b>	<b>p6</b>
<b>Annexes</b>	<b>p8</b>
Ecosystèmes méditerranéens : états d'urgence	
Enjeux énergétiques en Méditerranée : la fin d'un cycle	
Les pots, lieux et enjeux de pouvoir en Méditerranée	

## PROPOS INTRODUCTIFS

### LA MEDITERRANEE, A LA FOIS ESPACE ET TEMPS

La question de la Méditerranée a été traitée dès l'installation du Conseil de Provence (avril 2017), avec la conférence inaugurale du professeur émérite d'Histoire contemporaine, Jean-Charles JAUFFRET : « Méditerranée, ce qui nous unit ».

Ce « fil méditerranéen » a scandé le premier mandat du CDP, notamment avec

- la participation de l'institution départementale et du CDP aux *Tables Rondes de l'Arbois* (2019) ;
- l'organisation, le lendemain de la tenue *Sommet Des deux Rives de la Méditerranée*, rencontre diplomatique internationale organisée en juin 2019 à Marseille, d'une assemblée particulière, sous la forme d'une journée-conférences et débats « *la Méditerranée, le jour d'après, ...* », en présence, notamment des Sages du sommet des 2 rives 5+5, et du corps consulaire etc... ..

#### LA MEDITERRANEE EST UNE « MER » ET UN « TERRITOIRE »

Au moment où se posent collectivement des questions d'environnement, de climat, de transition, il est important d'aborder ce sujet « Méditerranée », comme un objet naturel affecté par les activités humaines et en lien avec les « sociétés » organisées sur le pourtour méditerranéen.

Quelles sont les enjeux / les problématiques ⇔ Approche croisée

- « Enjeu » démographique ? peuple / peuplement ou immigration / migration (en lien changements climatiques, en lien difficultés économiques, par ex)
- « Enjeu » risques ? Evolution des régimes politiques des pays du pourtour de la Méditerranée
- « Enjeu » économique ? Zones économiques du pourtour méditerranéen : Quelle coopération ? Quels liens ? (ex : incubations) ⇔ liens Afrique et territoire
- « Enjeu espace culturel », question de l'interculturalité
- « Enjeu » géopolitique : espace de convoitise ou non ? ou alors à construire ?

⇔ « La » Méditerranée comme espaces TRANSACTIONNEL et TRANSITIONNEL

#### LA MEDITERRANEE EST UN PASSE, UN PRESENT ET UN FUTUR

- « La » Méditerranée est « un » passé, « une » histoire. Comment les matrices d'organisation politique, religieuse etc... sont-elles nées et comment influent-elles encore aujourd'hui ?
- C'est aussi un présent (environnemental, économique, culturel, ...)
- Elle est aussi un futur=> projection de préconisations sur horizons court / moyen / long termes

⇔ Etre VIGIE ET ECLAIREUR (notamment pour la jeunesse).

## **PRIORITES POUR UNE MER ENTRE DES TERRES : PENSER DIFFEREMMENT ; PENSER DIVERSEMENT**

---

**Penser différemment = penser à la fois autrement et penser avec les autres) ;  
Penser diversement = penser multi-sectoriellement et en tenant compte de la  
« variété » de « la » Méditerranée**

### **INNOVER**

Il faut sortir des discours et effets répétitifs anciens et récurrents => il y a eu des évolutions, mais elles ont été difficiles. Le Département est comparable plutôt aux autres pays de la Méditerranée. Des côtés des 2 rives, volonté de changement (ex : climatique)

Question législation Maroc, Tunisie, Algérie => décalage entre décision nationale (autre côté de la méditerranée) vs/ action départementale. Vision à décider, arbitrer, en lien avec les compétences départementales, faire des propositions novatrices et urgentes.

Etre Novateur, incitateur, agitateur, ...

Inciter au concret : amener les responsables locaux à réagir => rien de concret n'a été réellement mis en route. Sortir des pistes traditionnelles

### **PENSER LA / AVEC LA DIVERSITE**

Prendre en compte la réalité des pays autour du pourtour Méditerranéen => dire la « variété »

### **PENSER AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CONSEQUENCES ?**

**Question de l'eau =>** Dans les 23 pays, 69 fleuves se jettent dans la Méditerranée mais peu de fleuves sont « contrôlés »

**Question du tourisme** et de l'incidence du changement de tourisme => promouvoir une autre vision du tourisme, plus territorial. Nous sommes à un moment d'urgence, de vitesse où l'on ne peut pas attendre.

**Question des nouvelles générations**

**Question Economie : emploi, échanges entre les deux rives**

**Questions des transports et de leurs effets**

## BASSIN MEDITERRANEEN : ECOSYSTEME & TRANSITIONS

La Méditerranée est l'une des **25 zones** les plus rares de la planète, de par la répartition de ses espèces végétales et animales et sa biodiversité de première importance. Réservoir majeur de biodiversité, la Méditerranée accueille plus de **2500 espèces** de végétaux marins (dont la moitié ne se trouve nulle part ailleurs). Le nombre correspond à **9,2 %** des espèces de plantes maritimes identifiées à travers le monde sur un territoire représentant seulement **1,5% de la surface terrestre**. Mais ces chiffres ne sont pas pérennes puisqu'au cours des **15 dernières années** par exemple plus de **60 nouvelles espèces** seraient **apparues en Méditerranée**.

De plus, chaque année, entre **2 et 5 milliards d'oiseaux** passent par les grands deltas des fleuves bordant la mer méditerranée et le domaine pélagique est parcouru par des bancs migratoire de thon, d'anchois, de sardines, et de nombreuses espèces de cétacés.

La région Méditerranéenne regroupe aussi **650 espèces de poissons**, 19 des 80 espèces connus de cétacés et plus de **1000 espèces d'algues**. L'eau de mer à la particularité de mettre **90 ans à se renouveler**.

D'autre part, l'attrait suscité par la Méditerranée représente un revers de la médaille : la menace constituée par **les activités humaines** sur l'écosystème méditerranéen, les activités balnéaires sont, elle aussi à l'origine d'importantes dégradations environnementales. Elles augmentent le prélèvement de ressources naturelles, l'eau potable ou encore les aliments présents parfois sur la productivité locale en particulier celle **des produits de la mer** (surpêche).

Pendant les périodes de forte fréquentation touristique en Méditerranée, **la consommation électrique explose** en raison du recours à la **climatisation**, au **chauffage**. Le tourisme côtier est une source d'impact environnementale grave : **la pollution marine et d'eau douce dues aux rejets d'eaux usées et aux décharges sauvage** et l'arrosage des espaces verts en pleines journées.

Le développement du **tourisme** peut exercer **une pression sur les ressources naturelles** lorsqu'il augmente la consommation de ces ressources dans les zones où elles sont déjà rares. Un impact sur la qualité de l'environnement, **le traitement et l'élimination des déchets solides ou liquides**, particulièrement **lors des pics de la saison** touristique peut ne pas être suffisant ou, dans le pire des cas, inexistant. Une **grande quantité** d'eau est consommée, **non seulement** pour les **bains** mais également pour **se laver**, pour la lessive, pour les piscines, et pour l'entretien **des golfs** ce qui peut s'avérer être **un problème majeur** dans les régions où les ressources **en eau douce sont limitées**.

L'eau douce est l'une des ressources naturelles les plus précieuse. Ceci peut avoir comme conséquence **un manque d'eau** et **la dégradation des canalisations** ainsi que la génération d'un volume beaucoup plus important d'eaux usées dans les régions sèches.

Comme la Méditerranée, le problème de la rareté de l'eau est de toute première importance. **Le touriste** consomme plus d'eau lorsqu'il est **en vacances** que chez eux. La quantité d'eau utilisée peut s'élever de **400/500 litres par jour et par personne**.

On constate **d'importantes inégalités** entre les pays méditerranéens malgré les progrès réalisés par les pays, ces inégalités sont accentuées une forte croissance démographique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, avec une population qui est passées de 105 millions en 1960 à 444 millions en 2017. Les régions sont confrontées à une répartition non homogène des ressources, à l'instabilité sociale, aux conflits et au flux migratoires.

La disponibilité de l'eau du bassin méditerranéen sera réduite **en raison des trois facteurs** :

- 1) **baisse des précipitations,**
  - 2) **hausse des températures,**
  - 3) **croissance démographique,**
- en particulier dans les pays où l'approvisionnement en eau est déjà insuffisante.

## ANNEXES

### Source :

*L'écosystème méditerranéen : états d'urgence*, Frédéric Médail, Le Seuil, Pouvoirs, 2022/4 n°183, pp.27 à 41

## ECOSYSTEME MEDITERRANEEN : ETATS D'URGENCE

« *Océan miniature* », vestige du vaste océan Téthys qui séparait, il y a 200 millions d'années, le Nord et le Sud de la planète, la délimitation géographique de la Mer Méditerranée s'identifie aisément. Il n'en va pas de même pour la Méditerranée terrestre dont l'unité biogéographique n'a été démontrée qu'au cours du 20<sup>ème</sup> lorsqu'une nomenclature spécifique de la faune, la flore et les bioclimats méditerranéens a pu être décrite.

Ses spécificités sont le résultat d'une histoire biogéographique complexe, jalonnée d'évènements géologiques, climatiques, de phénomène de vicariance<sup>1</sup> et évènements de spéciation *in situ* mais également liée aux effets d'un environnement terrestre hétérogène par la diversité des habitats et paysages terrestres, naturels comme façonnés par l'homme.

Aujourd'hui, cette région biogéographique figure parmi les 36 *hotspots* du réchauffement climatique et voit sa riche biodiversité et ses écosystèmes originaux lourdement altérée et toujours plus gravement menacée.

### ENTRE DIVERSITE ET UNITE, CE QUI FAIT LA BIODIVERSITE MEDITERRANEENNE

Terre de contrastes, la région méditerranéenne est tout à la fois terre de contrastes environnementaux et biogéographiques et terre d'unité paysagère et écologique, terre de diversité du monde vivant et terre singulière par ses multiples espèces endémiques ou encore ses écosystèmes originaux.

En mer, les spécificités de la région sont liées à l'hétérogénéité géographique et environnementale. On relève, par exemple l'existence de sous-bassins connectés par des détroits ou encore de forts gradients de salinité et température d'Est en Ouest. On peut également noter le puissant influx de surface lié à l'engouffrement des eaux atlantiques par le Détroit de Gibraltar qui compense son budget hydrique déficitaire et impact corrélativement l'ensemble de son écosystème. Enfin, d'autres facteurs rendent compte de sa singularité, tels qu'une faible concentration en nutriments (toutefois contrastée d'est en ouest), un excès en carbone et encore un déficit en phosphore.

Climat de transition entre climats tempérés et tropicaux secs, le climat méditerranéen est également une particularité de la région qui se caractérise notamment par des épisodes de sécheresse intense en été, avec une phase annuelle de stress hydrique au monde vivant. De plus, on peut observer de forts gradients écologiques sur de courtes distances (ex : massifs montagneux proches de la mer tels que les Alpes Maritimes).

---

<sup>1</sup> Phénomène de séparation géographique de l'aire de distribution initiale d'une espèce en une ou plusieurs entités, qui induit la différenciation de ces taxons apparentés car dérivant d'une souche commune.



## SPECIFICITES DE LA BIODIVERSITE MEDITERRANEENNE - CHIFFRES CLES

### Biodiversité marine

- Plus de 17.500 espèces marines dont 630 espèces introduites, dont :
  - 5 % d'espèces végétales (environ 850) ;
  - 95 % d'espèces animales dont les crustacés (13%) et les mollusques (12%) sont les plus nombreux ; parmi les vertébrés (4,4 %), les plus représentés sont les poissons avec environ 650 espèces distinctes.
- La Méditerranée contient jusqu'à 18 % des espèces marines du globe ;
- Elle présente un taux d'endémisme de 20 % ;
- Les zones concentrant le plus de poissons (rive nord-ouest) ne se superposent pas aux zones abritant les plus fortes diversités (golfe de Gabès, Tunisie & rive sud-ouest) ;
- 1062 aires marines protégées, soit 6 % de la surface méditerranéenne contre un objectif de 10 % visés par la Convention sur la diversité biologique en 1992 (Sommet de la Terre, Rio).

### Biodiversité terrestre

- Région biogéographique évaluée à 2,3 millions de km<sup>2</sup>,
  - Taux d'endémisme végétal supérieur à 20 %
  - 10 % des plantes à fleurs et fougères du globe présents cette zone qui compte pour seulement 1,6 % de la superficie terrestre mondiale
  - 370 espèces d'arbres en Méditerranée contre 135 en Europe tempérée (soit trois fois plus riche) ;
  - 25.000 espèces (30.000 espèces et sous-espèces) réparties en deux pôles principaux (occidental : péninsule Ibérique et Maroc ; oriental : Turquie et Grèce).
  - Compte 10 *hotspots* de la diversité végétale abritant 5.500 végétaux endémiques (44 % du total) sur 22 % des terres émergées.
- Taxonomie animale plus contrastée dépendant des conditions climatiques et de la nature des habitats disponibles ; ainsi, l'endémisme est élevé chez les reptiles et moindre chez les espèces présentant de meilleures capacités de dispersion (mammifères, oiseaux) ; évaluation trop complexe pour les invertébrés si ce n'est une grande richesse d'espèces.

Cela dit, au-delà des chiffres, il est nécessaire de considérer les écosystèmes et leurs dynamiques pour bien appréhender la nature exacte de ce patrimoine naturel exceptionnel et ainsi le préserver.

## ETAT DE L'ECOSYSTEME TERRESTRE

Outre les effets des évolutions biogéologiques, l'homme a toujours exercé, dès la transition Néolithique-Chalcolithique, un impact significatif sur le milieu naturel méditerranéen. Tout d'abord et encore aujourd'hui, la croissance démographique est en cause.

Par ailleurs, l'évolution des modes de vie a eu des effets particulièrement néfastes. Il en va ainsi de l'impact humain sur les sols, habitat fondamental pour la biosphère en général, touchés par l'érosion voire pertes nettes (déboisement dès l'âge de bronze puis déforestation, emprise entropique liée au triptyque agriculture-feux-pâturages) ou encore sur espèces végétales, notamment au niveau des forêts, progressivement repeuplées par des formations plus tolérantes à la sécheresse et diverses perturbations (disparition d'espèces de chênes, remplacées par des espèces des fins, maquis, garrigues...). On estime ainsi à seulement 5 % la surface méditerranéenne demeurant couverte par une végétation naturelle non-impactée par l'homme.

Toutefois, l'homme a également eu quelques effets bénéfiques sur la richesse locale. On peut notamment penser à la triade agro-sylvo-pastoralisme (multi-usage des terres et bois et l'élevage de cheptels) pratiquée dans la région dès l'époque romaine et qui a permis des habitats en mosaïque de plus grande diversité.

Malgré tout, le bilan et les perspectives demeurant inquiétants, principalement en raison de la situation démographique (densité, croissance démographique) et urbanistique (investissement massif des zones côtières, tourisme de masse...) du pourtour méditerranéen.

Les conséquences ont été lourdes pour les écosystème littoraux et zone humides : fragmentation des milieux, surexploitation des ressources en eau et foncière, pollutions, invasions biologiques, disparition de zones humides (50 % depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle dont 1Mha au cours des 50 dernières années).

De même, la faune et la flore a été très fortement altérée avec notamment l'extinction de plusieurs espèces d'insectes, une diminution drastique des végétations des dunes (ex : 75% sur la presqu'île de Giens, Var) et des risques majeurs d'extinction pour plusieurs végétaux de sable. Outre l'urbanisation, la sur-fréquentation et le nettoyage mécanique des plages compte parmi les causes importantes.

Il demeure délicat de mesurer l'ensemble des impacts sur les extinctions d'espèces (méconnaissance des distributions ou niches écologiques initiales, déficit d'informations, notamment sur les invertébrés, espèces à faible détectabilité,...), toutefois il est possible de poser certaines projections concernant les vertébrés et on relève de nombreuses espèces menacées en Méditerranée (poissons d'eau douce, amphibiens, reptiles, mammifères) et en Afrique du Nord (28 % des 880 espèces d'eaux douce, dont environ 60 en danger critique).

Cela dit, et malgré ce diagnostic préoccupant, on observe un contraste fort entre les dangers identifiés et les extinctions réelles ; par exemple, on estime à seulement 0,12 % le taux d'extinction parmi les espèces végétales endémiques du pourtour méditerranéen, ce qui plaide pour une étonnante persistance de la biodiversité terrestre et laisse croire à un certain « *paradoxe méditerranéen de l'extinction* ».

On relève cependant que les taux d'extinctions d'espèces les plus élevés sont aussi les zone à présentant la plus forte concentration en diversité végétale, ce qui peut laisser redouter une nette accélération des extinctions si la menace sur ces habitats n'était pas levée.

## ETAT DE L'ECOSYSTEME MARIN

Si la Mer Méditerranée ne représente que 0,8 % des surface marines, elle forme un réservoir majeur de richesse spécifique et de diversité écosystémique (cf. *supra*). Et bien que l'impact de l'homme sur l'évolution des paysages marins soit moindre, sa pression est fort ancienne et tend à s'alourdir.

Ainsi, du Néanderthal (phoque-moine, dauphins...) en passant par l'époque romaine (exploitation quasi « *industrielle* » de certaines espèces et notamment du corail rouge), jusqu'à nos jours, la surpêche a des conséquences sans cesse plus critiques.

Ajoutés à cela, les pollutions, pertes d'habitats et apparition massive d'espèces invasives mettent gravement en péril l'équilibre de l'écosystème méditerranéen. Ainsi par exemple, parmi les 519 espèces et sous-espèces de poissons méditerranéens évalués par l'UE pour la conservation de la nature, 43 sont actuellement menacées d'extinction, soit près de 10 %, et 15 sont en danger critique (requins et raies essentiellement).

Et si, à l'instar de ce que l'on observe pour la biodiversité terrestre, on ne recense que peu d'extinctions réelles attribuables à l'homme, force est de constater que les espèces - même les plus en danger d'extinction - ne bénéficient d'aucun statut de protection légale dans la plupart des pays méditerranéens, et notamment en France. A cet égard, on observe un énorme déséquilibre dans la préservation des espèces et habitats entre zone terrestres et marines, déséquilibre qui continue de se creuser.

Les impacts sur les écosystèmes littoraux sont plus préoccupants encore avec des cas de régression d'espèces pouvant aller jusqu'à 10 % depuis le 20<sup>ème</sup> siècle. Ces phénomènes sont imputables, pour l'ensemble de la zone, à l'anthropisation des rivages, pollutions, surpêche ainsi qu'aux invasions biologiques en constante augmentation. Les effets du réchauffement climatique qui conduisent à une tropicalisation de la Méditerranée et la fréquence accrue des événements climatiques extrêmes constituent également des causes majeures.

Face à cela, l'on peut observer des initiatives fructueuses de préservation de la biodiversité. On peut par exemple penser aux 77 Ha d'herbiers à posidonie introduits autour des Baléares qui permettent à l'archipel de compenser près de 9 % de ses émissions de carbone, ayant stocké au total l'équivalent de pratiquement 500 ans de ses émissions de CO<sub>2</sub>. Outre ses bénéfices en matière de lutte contre les émissions de GES, cet écosystème est également connu pour sa capacité à atténuer l'érosion marine et à servir de nurserie à la faune marine. Cela dit, son rôle pivot dans le fonctionnement des systèmes connu reste encore relativement méconnu ou, à tout moins, insuffisamment mis à profit ; il mérite en effet une protection accrue et efficace et une attention particulière pour la préservation ou la restauration de zones à risque.

### **PRESERVER LES PETITES ÎLES DE MEDITERRANEE, ULTIME REFUGES DE LA BIODIVERSITE LITTORALE**

Avec environ 11.000 îles et îlots dont seulement 250 habités par l'homme (soit à peine plus de 2 %), la Méditerranée abrite l'un des plus vastes archipels du monde. Et si l'organisation et la structure de la biodiversité et paysages des plus grandes îles (Corse, Sardaigne, Sicile, Crète, Baléares) sont bien connues, il n'en va pas de même pour les plus petites<sup>2</sup> d'entre elles qui nécessitent une attention toute particulière.

En effet, ces « *petites îles de Méditerranée* » constituent tout à la fois des territoires privilégiés de persistance des espèces mais également des foyers actifs de différenciation et d'adaptation locale du fait des puissantes contraintes environnementales et démographiques liées à l'insularité.

De fait, chaque entité micro-insulaire offre des spécificités, et même des raretés, biologiques. Ainsi, cette constellation unique d'écosystèmes singuliers constitue tout d'abord un ensemble précieux de laboratoires naturels qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement des écosystèmes en situation d'isolement, de leur préservation ou encore des sources d'altération.

Par ailleurs, elles sont également les ultimes territoires refuges où peuvent se maintenir, tant les écosystèmes et espèces rares et/ou menacées, et s'abriter d'autres espèces plus communes mais en constantes régressions dans les zones continentales.

Dès lors, ces territoires longtemps négligés pourraient constituer une clé majeure pour la conservation de la biodiversité littorale.

### **FACE AU CHANGEMENT GLOBAL, L'URGENCE DE MENER UNE CONSERVATION ECOSYSTEMIQUE**

A la fois réservoir majeure de richesses biologiques et *hotspot* de l'urgence environnementale en raison de la pression humaine, la Méditerranée est identifiée comme l'un des principaux « *biomes en crise* » au niveau mondial, tant sur le plan des écosystèmes que de la biodiversité.

Dès lors, une approche d'écologie globale et de conservation écosystémique semble s'imposer, de la préservation génétique jusqu'à la protection des paysages, afin d'enrayer les menaces aussi lourdes qu'urgentes qui pèsent sur la zone.

---

<sup>2</sup> Sont considérées comme de « *petite île en Méditerranée* », les entités insulaires de superficie inférieure à 1000 Ha, éloignées d'au moins 5 m d'une autre zone émergée plus vaste, et accueillant *a minima* une plante vasculaire ou un vertébré reproducteur (Initiative PIM, 2005, consortium de recherche internationale et transversale)

En ce sens, les enjeux de recherche sont cruciaux car la compréhension tant des écosystèmes et populations, que de leurs interactions entre eux ou vis-à-vis de leur environnement est encore balbutiante et ne permet pas d'élaborer des projections réellement fiables.

Ces enjeux sont d'autant plus critiques que la région méditerranéenne est l'une des zones les plus menacées du globe pour les prochaines décennies, notamment car elle est davantage sujette - et de façon plus intense - à l'aridification des sols et au réchauffement climatique.

La recherche est également essentielle pour permettre d'identifier et évaluer les services écologiques pouvant être rendus par les divers ensembles naturels. Et bien que leur pérennisation ne puisse être garantie en raison des aléas naturels - ou ne constitue pas nécessairement un objectif en soi - il pourrait toutefois être possible de contribuer à leur maintien.

En second lieu, elle suppose des arbitrages face aux approches de l'écologie politiques qui reposent à l'heure actuelle deux paradigmes opposés, avec d'un côté une écologie correctrice et, de l'autre, une écologie naturaliste, plus radicale et fondée sur la non-intervention humaine.

En définitive, dès lors que l'on observe que les solutions basées sur la nature sont souvent plus efficaces et moins coûteuses, sous réserve que les écosystèmes soient encore résilients, il semblerait pertinent d'augmenter les superficie d'aires protégées, en adossant leur gestion à l'expertise d'un conseil scientifique.

Ceci permettrait notamment d'éviter l'effet « *paper parks* » (parcs de papiers) que l'on observe dans des zones protégées de façon insuffisante ou inefficaces. De plus, l'efficacité de ce type de solutions est démontrée dans les « *aires marines protégées* » (régulation des activités de pêche ou de loisirs...) qui présentent rapidement des « *effets réserve* » (ex : PN Port-Cros). Cela dit, ces aires recouvrent actuellement moins d'1 % de la Méditerranée ; face à cela, l'impact des presque 60 % de zones protégées françaises est largement atténué.

Par ailleurs, l'action à une échelle régionale pourrait être significative pour la préservation des portions de territoires concentrant d'importants gradients environnementaux (zones montagneuses proches du littoral, secteurs rocheux sous-marins vertueux...) qui favorisent les migrations et adaptations locales face au changement climatique.

Il s'agit donc de développer les refuges de biodiversité, et notamment de refuges terrestres, plus stables sur le plans topographiques ou climatiques que les zones adjacentes.

Plus généralement, il est impératif de mieux - et davantage - prendre en compte la biodiversité dans la planification socio-économique et de mieux évaluer en amont les projets et leurs effets directs ou indirects (ex : installations photovoltaïques ou éoliennes dans des zones jusque-là relativement préservées). Il s'agit donc notamment d'évaluer de façon transversale les zones d'intérêt pour la biodiversité et celles susceptibles d'abriter des dispositifs de production d'énergie verte.

Ainsi, intégrer les changements environnementaux futurs dans une gestion durable de l'espace biologique méditerranéen constitue une gageure, tant pour les responsables politiques que pour les chercheurs qui doivent donc collaborer pour la prise de décision optimale et urgente qu'impose l'érosion aussi soutenue que rapide du capital naturel unique que constitue la *Mare Nostrum*.

\*\*\*

Source :

*Enjeux énergétiques en Méditerranée : la fin d'un cycle ?*, Sylvie Daviet, Nadia Benalouache, Le Seuil, Pouvoirs, 2022/4 n°183, pp. 55 à 64

## ENJEUX ENERGETIQUES EN MEDITERRANEE : LA FIN D'UN CYCLE

Dans le domaine énergétique, la relation entre la rive sud de la Méditerranée et l'Europe a longtemps été marquée par un effet de balancier : alors que l'Europe occupait une position dominante après la révolution industrielle grâce au charbon et à la vapeur, l'Afrique du Nord et les pays du Golfe ont pris le leadership après l'entrée en scène des hydrocarbures.

Sous l'effet des échanges commerciaux, tout un réseau d'infrastructures d'acheminement ou encore de complexes industrialo-portuaire s'est développé autour du bassin méditerranéen, notamment à Fos-sur-Mer.

Par la suite, les chocs pétroliers, l'apparition de nouveaux gisements, l'émergence du nucléaire ou encore les enjeux géopolitiques internationaux ont conduit les états à diversifier tant la nature que les sources d'approvisionnement énergétique, voire à rechercher, tout particulièrement en France, une relative indépendance énergétique.

L'apparition de l'enjeu écologique et la nécessité de décarboner les systèmes énergétiques a rebattu la donne, remplaçant notamment les pays du Sud en position favorable grâce à l'opportunité du solaire. Les problématiques d'approvisionnement récemment provoquées par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont également eu un impact fort sur les politiques énergétiques et les orientations des pays méditerranéen.

Dans ce contexte bouleversé, la question des ressources en Méditerranée se pose avec une acuité particulière et impose d'interroger les contradictions que renferme ce laboratoire historique de la transition énergétique.

### DU PLAN SOLAIRE MEDITERRANEEN AUX PLANS SOLAIRES NATIONAUX

Dès 2008, les nouveaux enjeux (technologiques, sociétaux, climatiques,...) et les nouveaux acteurs de l'énergie ont profondément bouleversé les équilibres et ainsi conduit à l'émergence d'un projet de coopération euro-méditerranéen porté par l'Union pour la Méditerranée : le Plan Solaire Méditerranéen (PSM) qui visait à augmenter les capacités électriques de la région africaine et à créer des coopérations euro-méditerranéennes vertueuses.

Issu de *mégaprojets* en gestation dans les années 2000 (ex : Desertec), le PSM réunit déjà de nombreux investisseurs et fait l'objet d'une forte médiatisation reposant sur la nécessaire réponse aux besoins énergétiques de l'Afrique et l'urgence climatique. Toutefois, le PSM prolongent un idéal euro-méditerranéen d'intégration régionale reposant sur une historicité des interconnexions électriques transnationales dans une dynamique gagnant-gagnant.

Malgré cela, le projet est enterré après 2013, lorsque l'Espagne vote contre le *master plan* (schéma directeur du PSM) arguant d'un problème de surcapacité. Toutefois, la nécessité pour l'Espagne de rompre avec sa situation d'îlot électrique et de maintenir sa position géostratégique vis-à-vis du sud de la Méditerranée n'est pas étrangère à ce refus.

D'autres explications peuvent expliquer cet échec, telles que le contexte géopolitique instable de l'époque (crise des subprimes, printemps arabes, crise syrienne...), la baisse de la demande électrique de l'Union européenne, la montée en puissance de l'énergie gazière, voire pour certains des accusations de « *néocolonialisme vert* ».

Cela dit, malgré cet échec, l'émergence du projet a permis d'impulser une dynamique de projet forte au Sud de la Méditerranée, à l'instar de l'adoption, par les pays du Maghreb, de PSM nationaux visant à développer le renouvelable.

## TENSIONS SUR LES RESSOURCES ENERGETIQUES

Si les objectifs de décarbonation de l'énergie constituent, pour la zone euro-méditerranéenne tant une opportunité qu'un impératif climatique, de nombreux enjeux - notamment démographiques et géopolitiques - font obstacle au basculement souhaitable des équilibres entre énergies renouvelable et fossile et aux coopérations possibles dans la région.

En 2015, ¼ de la production électrique en Méditerranéen provenait de sources renouvelable. De part et d'autre de la Méditerranée, les efforts ont été nombreux et remarquables (Espagne, Allemagne, Grèce, Turquie, Israël, Maroc). Toutefois, les économies méditerranéennes demeurent fortement dépendantes des sources d'énergie fossile (90 % de la consommation de combustible en 2018) pour plusieurs raisons. Le besoin de réformes juridiques ou réglementaires constitue un premier obstacle à dépasser pour encourager l'initiative privée. En second lieu, l'ouverture des marchés se confronte à des blocages institutionnels dus à l'existence de monopoles historiques (STEG en Tunisie, Sonelgaz en Algérie, par exemple).

Par ailleurs, la croissance démographique (et les projections pour les années à venir) des pays de la rive Sud, et corrélativement des besoins locaux en énergie, ne leur permettent plus de se positionner comme pourvoyeur énergétique pour l'UE ou, à tout le moins, plus dans les mêmes proportions, ce qui reconfigure drastiquement les scénarii de coopération antérieurement envisagés. Par ailleurs, pour faire face à l'amenuisement de l'offre d'hydrocarbure, la prospection *offshore* et la découverte de nouveaux gisements de gaz s'est accélérée au cours de la décennie 2010, intensifiant les tensions géopolitiques (ex : dissensions autour du carrefour gazier chypriote).

Enfin, reste également à résoudre la problématique majeure de la dépendance européenne vis-à-vis du gaz russe. En effet, si l'Algérie constitue un important réservoir gazier, elle n'est pas à l'heure actuelle en mesure de compenser les besoins européens pour plusieurs raisons :

- Géopolitiques, d'une part, en raison de sa proximité avec le Koweït et des tensions avec le Maroc qui a conduit à la mise à l'arrêt de l'un de ses gazoducs transcontinentaux ;
- Economiques, d'autre part, en raison des besoins croissants de sa propre population ;
- Techniques, enfin, ses solutions de d'interconnexions demeurant relativement limitées.

Peu de solutions semblent donc envisageables à l'heure actuelle, si ce n'est une diversification des sources d'approvisionnement via l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Qatar et les USA. Cela dit ces solutions comportent toutes des inconvénients, à commencer par la solution américaine puisqu'il s'agit de gaz de schiste dont les méthodes d'extractions sont extrêmement coûteuses sur le plan environnemental et contraires aux engagements européens en matière d'environnement. Par ailleurs, l'Europe manque de terminaux de regazéification. Aussi, bien qu'il existe des projets en cours, notamment en France (Le Havre, Dunkerque ou Fos-sur-Mer), la solution transatlantique semble devoir s'imposer au vu de l'urgence à s'approvisionner.

## ENERGIE VS ENVIRONNEMENT ET REGIONALISATION DU MONDE

La dépendance aux énergies fossiles a des conséquences notables sur l'environnement et la santé.

La selon le GIEC, la Méditerranée constitue l'un des *hot spot* dans la lutte contre les effets du réchauffement climatique avec des hausses de températures supérieures à la moyenne mondiale, des sécheresses à la fois plus fréquentes et plus intenses qui affectent très lourdement l'agriculture et alourdissent drastiquement les besoins en eau et en énergie. L'alerte a également été donnée par le MedECC<sup>3</sup>, soutenu par les membres de deux organisations internationales (le Plan d'action pour la Méditerranée du Programme de l'UN ainsi que l'Union pour la Méditerranée).

---

<sup>3</sup> Réseau international de 600 chercheurs suivant la méthode du GIEC pour l'observation de la zone méditerranéenne.

Malgré l'urgence de l'enjeu, la problématique est particulièrement complexe en raison des interactions eau/énergie/alimentation et les solutions ont toutes un coût élevé (consommation élevée du dessalement de l'eau de mer ou encore des solutions de refroidissement...).

Cela dit, les organisations internationales plaident depuis plusieurs années pour dépasser l'approche en silo et penser l'interaction des ressources pour élaborer des politiques publiques intégrées. Ainsi le concept de *nexus* « eau-énergie-alimentation » présenté au Forum économique de Davos en 2011 est de plus en plus valorisé. Cette approche a été retenue par plusieurs pays de la rive Sud via la mise en place de politiques intersectorielles coordonnées. Dans ce cadre, l'hydrogène vert, fabriqué à partir d'eau et l'électricité issues de sources renouvelables, est un objet majeur d'intérêt. Reste encore à développer des solutions d'acheminement et de stockage suffisantes et adaptées.

Toutefois, une solution unique ne saurait suffire ; il sera donc nécessaire de repenser plus globalement les grands complexes industrialo-portuaires ainsi que les processus de décarbonation des industries ou encore du secteur du bâtiment. Autant de besoins auquel il sera difficile de répondre en cette période de crise économique d'après-pandémie, en particulière dans les pays de la rive Sud qui ont vu leurs recettes issues du tourisme drastiquement chuter ces dernières années.

Un autre changement de paradigme s'est opéré ces dernières années, les représentations de la Méditerranée - en raison de la philosophie et des dispositifs de coopération - sont désormais envisagées comme une zone interface entre l'Union européenne et l'Union africaine, avec des relations sans cesse renforcées. Ainsi, dans le cadre de leur 6<sup>ème</sup> sommet (février 2022), les deux unions ont arrêté la solidarité, la sécurité, la paix et le développement durable pour les citoyens comme orientations prioritaires.

Cela se traduit par un ensemble d'investissements (*Global Gateway*) visant à développer un marché africain de l'électricité et à l'intégration des marchés régionaux de gaz. On vise notamment, outre l'approvisionnement des populations, des possibilités d'exportation vers l'Europe. On relève également l'initiative Afrique-Europe pour l'Energie Verte qui permettrait de mobiliser environ 3,5 milliards d'euros de l'UE vers l'Afrique subsaharienne (2,4) et l'Afrique du Nord (1,1)

\*\*\*

Dans un contexte international bouleversé sur de nombreux plans, on observe que les choix énergétiques de l'UE tendent à être contraints par l'urgence à s'approvisionner et pourrait la conduire à retenir des solutions contraires à ses orientations environnementales. Face à cela, les problématiques propres à l'Afrique (besoins croissants en énergie, besoins d'investissements et de solutions techniques) semblent faire obstacle à un intégration euro-africaine énergétique et éloigner « *l'horizon méditerranéen* » tel qu'envisagé à l'époque du projet de PSM.

L'éventualité d'un écosystème méditerranéen de l'énergie comme réponses à la problématique énergétique reste donc entière et très fortement soumise à la conjoncture géopolitique et économique mondiale.

Source

*Les Ports, lieux et enjeux de pouvoir en Méditerranée*, Yann Alix, Arnaud Serry, Le Seuil, Pouvoirs, 2022/4 n°183, pp. 43 à 54

## LES PORTS, LIEUX ET ENJEUX DE POUVOIR EN MEDITERRANEE

L'unification méditerranéenne par le commerce est un fait ancien : du commerce inter-cités grec ou égyptien dans l'Antiquité, en passant par la domination romaine de la *mare nostrum* ou encore laboratoire de l'économie-monde au temps de Philippe II, la Méditerranée est parvenue, nonobstant le développement soudain et exponentiel des circulations transocéaniques, à tirer parti de la globalisation marchande pour redevenir et demeurer un haut lieu stratégique du commerce international.

Elle figure ainsi actuellement parmi les quatre centres de gravité du système-monde aux côtés des océans Atlantique, Pacifique et Indien. Cela s'explique essentiellement par sa position géographique puisqu'elle englobe huit liens stratégiques qui sont autant de passages obligés au sein de l'espace maritime ; elle est ainsi un espace de transit, un espace de transbordement mais également une zone de circulation intense, notamment en matière de trafic roulier.

De la sorte, elle constitue un espace de pouvoir géopolitique et géostratégique majeur à l'échelle internationale.

### ESPACE DE TRANSITION ENTRE SUEZ ET GIBRALTAR

Située sur l'axe maritime Asie-Pacifique / Europe et au carrefour de trois artères majeures (Gibraltar, Canal de Suez et Bosphore), la Méditerranée est la première route maritime mondiale par l'intensité de son trafic et les valeurs marchandes qui y circulent et concentre ainsi, via ses quelques 120 ports de commerce d'envergure internationale, toutes les typologies de trafic maritime.

#### ***Une Méditerranée occidentale particulièrement dynamique***

En Méditerranée occidentale, les flux d'hydrocarbures et vracs liquides en provenance de Russie, du Kazakhstan, d'Afrique du Nord (Lybie, Algérie) et du Moyen-Orient<sup>4</sup> ainsi que les flux de vracs secs (charbons, minerais, ciment, céréales) constituent des voies de transport majeures. Plus généralement, le trafic conteneurisé et le trafic roulier y sont au cœur des enjeux : le seul trafic entre les ports méditerranéens est évalué à environ 50M d'équivalent EVP<sup>5</sup> mais le transit y est également très intense.

Sur le détroit de Gibraltar, considéré comme la porte d'entrée principale de la Méditerranée occidentale, ce sont les ports espagnols de d'Algésiras (107 Mt), Valence (80 Mt) et Barcelone (59 Mt) qui dominent le marché conteneurisé (en tonnage), essentiellement en raison de leur position géographique et de leur dynamique d'ensemble. Ils présentent également des niveaux élevés d'activités croisiériste (Barcelone, 1<sup>er</sup> port de croisière européen) et de transbordement (Algésiras, devenue *hub global* après avoir été choisie par le groupe Maersk).

Toutefois, sur l'autre rive de la Méditerranée occidentale, le marocain Tanger Med est devenu en quelques années, à la faveur d'investissements sans précédents (à partir de 2007) et de ses connexions directes vers 37 ports africains, le premier port conteneurisé de Méditerranée et d'Afrique (en EVP). Il domine par ailleurs très largement la façade maritime du Maghreb dont les autres ports sont plutôt de taille moyenne et à vocation nationale ou régionale. Favorisé par l'appui d'entreprises multinationales, Tanger Med est également devenue une plateforme industrielle majeure.

Enfin, on relève que les ports italiens (ex, Gênes) et français (ex, Marseille), handicapés par leur localisation moins favorable<sup>6</sup>, demeurent des établissements aux marchés relativement captifs.

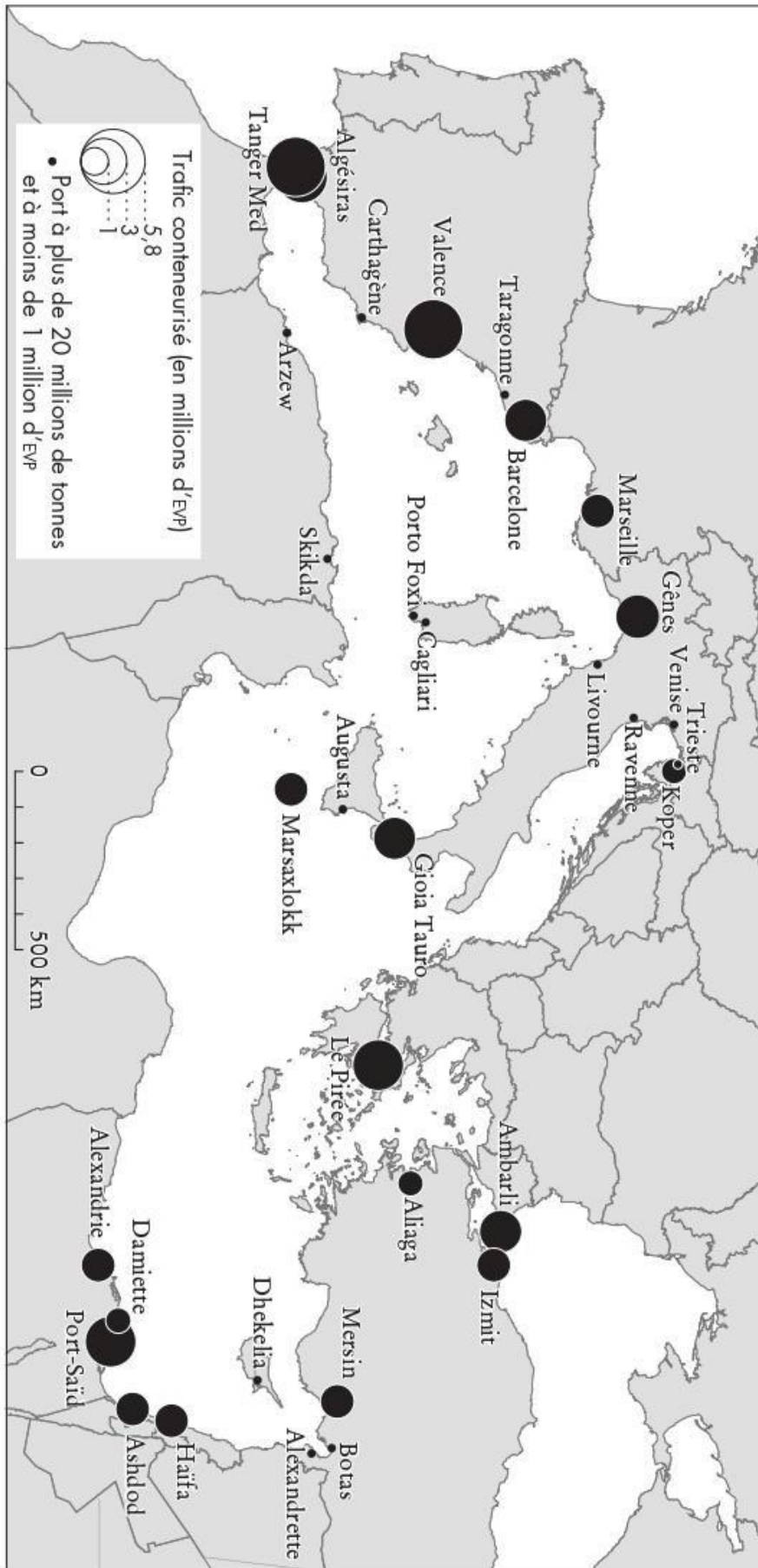
<sup>4</sup> 7 des ports de Méditerranée occidentale (dont Marseille) affichaient en 2020 un niveau de marchandises pondéreuses manutentionnées supérieur à 25Mt

<sup>5</sup> Equivalent Vingt Pied : unité de mesure exprimant une capacité de transport en multiple du volume standard occupé par un conteneur (soit 20 pieds ou environ 6 mètres de long)

<sup>6</sup> Dernières lignes du sous-chapitre, p. 46



*Les principaux ports de Méditerranée en 2020*



SOURCE : European Sea Ports Organisation ; autorités portuaires.

## **Une Méditerranée centrale et orientale au développement contrasté**

En Méditerranée orientale, à l'exception des ports israéliens (Haïfa, Ashdod), les principaux ports desservent leur propre pays. Toutefois, deux pays affichent des ambitions bel et bien internationales ; il s'agit :

- d'une part, à proximité du Canal de Suez, des ports égyptiens (Port-Saïd, Damiette et Alexandrie) qui disposent d'un réseau relativement dense de transport de marchandise qui tend à tel que l'illustre l'accord de fourniture d'énergie verte passé entre l'Etat égyptien et le Groupe Maersk)
- d'autre part, sur le Déroit du Bosphore mais également à Botas ou Mersin, des ports turcs qui jouent quant à eux un rôle de premier plan grâce à leur situation géographique favorable (entrée sur la Mer Noire qui produit annuellement quelque 520Mt de marchandise) et une politique présidentielle de soutien au développement des infrastructures et services tournés vers le développement méditerranéen et au-delà.

La rive Nord quant à elle présente une activité plutôt diffuse, sans doute due à une localisation en « *cul de sac* », avec des ports de taille moyenne (Koper, Venise) qui partagent des ambitions plutôt continentales et soutenues par la présence de solutions ferroviaires connectées.

En Méditerranée centrale, au cœur la route est-ouest méditerranéenne, le créneau du transbordement est priorisé par les ports principaux (Le Pirée, 5,4 MeqEVP ; Gaïa Tauro, 3 MeqEVP ; Marsaxlokk, 2,4 MeqEVP). On relève que la zone est dominée par Le Pirée depuis son rachat, en 2016, par une entreprise publique chinoise (Cosco Shipping).

\*\*\*

Ainsi l'on observe, l'activité maritime méditerranéenne peut se schématiser par une puissante bissectrice portuaire suivant naturellement l'axe géographique est-ouest, avec :

- les activités notamment de transbordement du Pirée ou de Gaïa Tauro en convergence centrale,
- et des *hubs* internationaux aux extrémités occidentales (duo Algésiras-Tanger-Med) et orientale (Canal de Suez, Déroit du Bosphore) qui dominent les activités de trafic conteneurisé et roulier.

Ces activités sont diversifiées, denses et dynamisées sous l'effet des coopérations et concurrences qui ont cours autour du bassin méditerranéen. Il est nécessaire de relever l'impact déterminant d'acteurs extérieurs (groupe Danois Maersk, société public chinoise Cosco Shipping) sur l'activité dans cette zone.

## **ESPACE DE CONTACT STRATEGIQUE ENTRE L'EUROPE, L'AFRIQUE ET LE RESTE DU MONDE**

### **La Méditerranée, trait d'union Nord-Sud**

Le trafic portuaire méditerranéen se concentre, pour plus de 63 % des destinations, sur l'Europe du Nord (à partir de Gibraltar) ; les destinations africaines suivent loin derrière (essentiellement par Tanger-Med) ; à un niveau encore moindre, figurent les ports du moyen-orientaux et américains.

Le trafic intra-méditerranéen en développement repose essentiellement sur la croissance du transbordement et du transport maritime côtier et à courte distance. Les sociétés CMA-CGM et MSC se démarquent en cherchant à tirer utilement parti d'une conjugaison stratégique entre opportunités commerciales intra-méditerranéenne et massification des volumes interocéaniques.

On relève par ailleurs l'importance historique du transport roulier dans la zone, activité historique car particulièrement adaptée à la configuration géographique de la zone (détroits proposant des passages rapides, espaces insulaires). Elle comprend en effet de très intenses flux de passager et de marchandises (notamment, automobiles), sur les lignes implantées en Méditerranée occidentale de longue date et en développement à l'Est (ports turcs) et qui tendent à se développer.

Dans ce secteur, la relation vertueuse de concurrence-coopération existant entre Tanger-Med et Algésiras, de part et d'autre du détroit de Gibraltar est intéressante à plus d'un titre : cette entente portuaire manifeste en effet une volonté d'unification et d'assurer une sorte de continuum de transport au service des usagers qui fiabilise les flux et corrélativement renforce les liens entre les pays des deux rives. En cela, le transport maritime peut être considéré comme un connecteur géopolitique et géostratégique majeur dans la région.

### ***L'espace méditerranéen, théâtre d'une concurrence mondiale***

Les importantes luttes de pouvoir commercial et d'influence géostratégiques qui se jouent en Méditerranée s'illustrent notamment par le positionnement des premiers opérateurs globaux de manutention sur les terminaux de conteneurs :

- les 4 premiers proviennent d'Extrême-Orient mais ne semblent pas afficher d'ambition forte en matière d'investissement (à l'exception du rachat du port du Pirée par Cosco Shipping) ;
- suivent deux opérateurs Danois et Suisse qui, à l'inverse, multiplient les prises de participation et opération en propre et témoignent ainsi de leur volonté de s'inscrire dans une démarche de croissance endogène-exogène des marchés pan-méditerranéen ;
- enfin, on figure l'opérateur Dubaïote DP World qui concentre ses activités et investissements sur des terminaux de petite et moyenne taille (Algérie, Roumanie, Tunisie).

Ainsi, cette diversité des opérateurs illustre la diversité des profils portuaires présent en Méditerranée et la variété des stratégies qui y sont déployées ; elle confirme ainsi l'importance de la zone sur la scène géopolitique internationale bien que les enjeux soient appréhendés de façon relativement disparate par les acteurs présents sur la zone.

\*\*\*

Forts de ces constats et alors que la question constituait déjà un enjeu auparavant, le contexte sanitaire (pandémie de Covid-19), géopolitique (guerre en Ukraine) et climatique ont renforcé encore l'intérêt de relocaliser certaines activités autour du bassin méditerranéen afin de sécuriser les approvisionnements, réduire l'empreinte carbone et stimuler le développement socio-économique des pays du pourtour méditerranéen. Il s'agirait d'investir une double dynamique :

- de réindustrialisation des territoires du pourtour méditerranéen ;
- de relocalisation stratégique des centres de production/distribution.

Cela supposerait donc une réorganisation/réorientation des activités maritimo-portuaires de la région, à l'instar de la stratégie turque qui repose sur la densification et la modernisation de ses réseaux portuaires et l'intensification de ses partenariats commerciaux en Méditerranée (Nord de l'Europe, Sète, Trieste).

### **POUR UNE MEDITERRANEE DES PORTS, CREUSET DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DIGITALE**

Si les ports demeurent des outils de souveraineté politique, économique et stratégique, à l'aune des contextes géopolitique, sanitaire et environnementaux, l'intérêt d'une coopération/collaboration régionale apparaît comme un impératif pour les acteurs du pourtour méditerranéen.

La création de MEDPorts Association (2018) qui vise à partager les bonnes pratiques révélait déjà l'émergence d'un relatif consensus sur cette question. Les coopérations et actions de solidarité qui se sont multipliées tant à la suite de l'explosion du port de Beyrouth (2020) (avec plus particulièrement le soutien notable du GPMM), que dans le cadre des difficultés d'approvisionnement qu'ont occasionné la crise pandémique et la guerre en Ukraine sont venus confirmer l'existence d'une volonté partager d'innover dans la concorde, d'œuvrer solidairement dans cette région pour notamment sortir de l'emprise d'un monde logistique sinocentré ou encore de parvenir à une autosuffisance énergétique.

Ainsi, au-delà de simple connecteurs, les interfaces portuaires pourraient jouer un rôle majeur de facilitateurs de développement en Méditerranée. L'écosystème portuaire méditerranéen, de par sa diversité et la place stratégique qu'il occupe, pourrait en effet constituer un pilier majeur pour investir l'ensemble des opportunités de coopération en matière environnementale (décarbonation des chaînes de valeurs, lutte contre les dégâts climatiques et environnementaux en mer méditerranée).

De plus, la configuration des relations interportuaires y sont particulièrement propice et pourraient permettre à la zone de devenir un laboratoire dynamique des ports du futur exemplaires en matière de transitions écologique et numérique. Les investissements colossaux de part et d'autre de la Méditerranée démontrent que la plupart des ports souscrivent déjà à cette vision sans pour autant qu'il n'existe encore de vision stratégique harmonisée et solidaire.

A ce stade, les obstacles relèvent prioritairement de contraintes douanières mais également d'usages et de mentalités longues à transformer. Ainsi, si les coopérations bilatérales permettent des uniformisations progressives, l'existence de spécificités nationales (administratives, juridiques...) limitent encore leurs impacts positifs. Ainsi, bien qu'elle puisse être envisagée, la possibilité d'un marché méditerranéen intégré demeure conditionnée à de lourdes transformations.

\*\*\*

Alors que l'espoir d'une mondialisation heure, nomade et consumériste semble devoir être remise en cause, les écosystèmes portuaires en méditerranée révèlent l'existence d'une volonté d'unification de stratégie et d'action dans la région.

En la matière, cette volonté commune pourrait se matérialiser par une stratégie commune reposant sur un impératif de prise en compte d'enjeu multiples et de leurs temporalités respectives :

- le temps court de la résilience et de l'agilité, i.e. répondre à un impératif de continuité d'activité dans une logique de saine concurrence ;
- le temps du moyen terme, pour gérer de façon optimale les pressions sociodémographiques qui s'intensifient et implique l'écosystème portuaire dans des dimensions politiques et sociétales jamais éprouvées ;
- le temps long des transitions écologique et des transformations industrialo-logistique (numérique) favorables, *in fine*, à l'apparition d'une communauté portuaire méditerranéenne, constituée de chapelets de ports unis et agissant de concert.







# CONSEIL DE PROVENCE

52 avenue de Saint Just

13004 MARSEILLE

Tel : 04 13 31 27 03

Mail : [conseil.de.provence@departement13.fr](mailto:conseil.de.provence@departement13.fr)

Site web : <https://www.departement13.fr/conseildeprovence/>



---

Délégation Générale du Conseil de Provence